

### FAITS SAILLANTS

- 45 000 personnes déplacées affectées par la situation sécuritaire dans la zone de Mpati
- Inondations et sécheresse, la double conséquence d'El Nino affecte des centaines de milliers de Congolais
- Depuis 2014, le PAM utilise les nouvelles technologies pour suivre les données sur la sécurité alimentaire.

### CHIFFRES CLÉS

Personnes déplacées internes	1,8 M
Personnes déplacées au Nord-Kivu	781 000
Personnes affectées par les inondations	770 000
Nbre d'enfants ciblés par vaccination polio	18,1 M

### FINANCEMENTS

**690 millions**  
fonds requis (en US\$)

**8 %** financé



OCHA / V.Prekabo

## Au sommaire

- Des sites de déplacés menacés de fermeture P.1
- El Nino et ses conséquences P.3
- Beni, symbole de la protection des civils P.4
- Technologie et sécurité alimentaire P.5

## Nord-Kivu : Plus de 45 000 personnes déplacées vivent sous la menace de fermeture des sites



Huttes de déplacés partiellement détruites dans le site de Bweru.  
OCHA / V.Prekabo

Depuis un peu plus d'un mois, plus de 45 000 personnes déplacées dans les sites de déplacement situés dans la zone de Mpati, en Territoire de Masisi, subissent les conséquences des affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les groupes armés.

Sept sites de déplacement de la zone de Mpati (Bweru, Bibwe, Kitso, Nyange, Kivuye, Mpati et Kalengera) sont directement touchés. Au

cours des dernières semaines, ces sites ont été soit : vidés de leur population, partiellement vandalisés, accueillent de nouveaux déplacés ou encore sont sujets à une interdiction de retour décidée par les forces gouvernementales. Au total, ce sont 45 410 personnes déplacées – environ 20% de la population totale de personnes déplacées vivant dans les sites au Nord-Kivu – qui sont affectées.

La situation entraîne de graves problèmes de protection, notamment pour les personnes empêchées de retourner dans les sites et qui pour la plupart n'ont nulle part où aller. Certains sont en famille d'accueil alors que d'autres, ont trouvé refuge dans les lieux publics. «*Les conditions difficiles à Goriba [5km sud-est de Mpati] m'ont obligée à retourner à Mpati, raconte une déplacée mère de cinq enfants. Je vis de la mendicité à Mpati. Mon mari est agriculteur et ne peut pas se rendre au champ en raison de l'insécurité.*»

De nombreux besoins, notamment en vivres et articles ménagers essentiels (AME), ont été constatés lors d'une mission inter-agence du 11 au 15 avril. La faisabilité de l'assistance en vivres et AME est toujours à l'étude (au moment de la publication).

Entretemps, les humanitaires se focalisent l'assistance communautaire en soins de santé et approvisionnement en eau et assainissement.

### La communauté humanitaire inquiète

Les humanitaires en appellent également à une amélioration des conditions sécuritaires dans la zone, en conformité avec les cadres juridiques internationaux et en respectant la dignité des personnes vulnérables. En effet, l'interdiction pour les personnes déplacées de retourner dans les sites, émise par les forces



Les personnes déplacées chassées des sites de déplacement n'ont nulle part où aller. OCHA/V. Prekabo

gouvernementales, soulève de grandes inquiétudes quant à la protection des civils. Cette situation fait craindre une fermeture forcée et définitive des sites concernés, ce qui mettrait à risque des milliers de personnes déplacées. En plus des sept sites déjà partiellement ou entièrement vidés, trois autres sites (Kashuga 1 et 2 et Mweso) accueillant plus de 19 000 déplacés risquent aussi d'être brusquement fermés.

*La Convention de l'Union africaine (UA) sur la protection et l'assistance aux déplacés internes (DI) en Afrique, connue sous le nom de Convention de Kampala, est entrée en vigueur le 6 décembre 2012.*

Le sujet fait l'objet d'un engagement de haut niveau, y compris par le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon lors d'une récente mission en RDC. Dans un [communiqué de presse](#) émis le 13 avril, le Coordonnateur humanitaire, Dr Mamadou Diallo, a appelé les autorités à respecter les standards internationaux sur les personnes déplacées en rappelant que ces fermetures doivent être en conformité avec les obligations internationales de la RDC. Le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les Droits des Personnes déplacées internes, Dr Chaloka Beyani, en visite au Nord-Kivu le 21 avril, a également réitéré le plaidoyer pour une fermeture ordonnée des sites, respectueuse des droits inscrits dans la [Convention de Kampala](#) et encrée sur une approche stratégique propice aux solutions durables.

## 53

Sites de déplacement au Nord-Kivu

La question de la fermeture et regroupement des sites de déplacement au Nord-Kivu est sur la table depuis 2014. A plusieurs reprises le Gouvernement a exprimé

son intention de fermer tous les sites de déplacements au Nord-Kivu. Une stratégie visant à réduire progressivement le nombre de sites a été mise en place par la Commission nationale des réfugiés (CNR) et la communauté humanitaire – à travers les acteurs du groupe de travail sur la coordination et gestion des sites de déplacement (CCCM). Ce processus, basé sur une réduction significative des effectifs des sites et sur le désengagement des acteurs humanitaires de certains sites, a conduit à la fermeture de cinq sites au cours de l'année 2015 : [Nzulo et Buhimba](#) en mai 2015 ; [Shasha, Lac Vert et Lusuli](#) en septembre 2015. Ces fermetures se sont déroulées de façon coordonnée, en s'assurant que les personnes pouvaient retourner dans leur zone d'origine de façon sécuritaire ou se réinstaller ailleurs.

Toutefois, en janvier 2016, les autorités ont fermé abruptement le site de Mokoto, qui abritait plus de 4 200 déplacés, pour des raisons de sécurité nationale. La crainte est que la même situation ne se reproduise pour les sept sites de la zone de Mpati.

La province compte présentement un total de 53 sites de déplacements, incluant ceux de la zone de Mpati sous menace de fermeture.

## Inondations en RDC: Plus de 770 000 personnes déjà affectées

Depuis octobre 2015, les inondations causées par de fortes pluies font des ravages dans plusieurs territoires de la République démocratique du Congo. Ces intempéries ont affecté plus de 770 000 personnes dans 13 des 26 provinces du pays. Plus de 90 personnes ont péri et une trentaine de personnes ont été blessées. A cela, il faut ajouter près de 40 000 abris détruits et 5 500 hectares de champs inondés. Dans certaines zones, le niveau de pluie a dépassé de 80% le niveau habituel enregistré pendant une saison de pluie.

*Sécheresse et inondations : une double conséquence d'El Nino.*

### Plus de 770 000

Nombre personnes affectées par les inondations en RDC depuis fin 2015

Les zones les plus affectées par les inondations sont celles situées le long du fleuve Congo, qui traverse le pays. La saison des pluies qui a débuté avec quelques semaines de retard en

2015 devrait se terminer à la mi-mai, mais les conséquences se feront encore sentir pendant plusieurs mois. L'apparition des maladies d'origine hydrique, particulièrement le choléra, est signalée dans cinq provinces (Maniema, Tshopo, Haut Katanga, Haut Lomami), mettant à risque 60 000 personnes au cours des trois prochains mois. Au niveau national, une augmentation de 16% des cas de choléra a été rapportée au cours du premier trimestre 2016, comparé à la même période de l'année dernière. Il faudrait s'attendre aussi à une augmentation du nombre de cas de paludisme, après le retrait des eaux car les zones inondées sont propices à la reproduction des moustiques. De plus, la perte de nourriture et des moyens de subsistance pourrait affecter ces régions jusqu'au mois de septembre 2016.



Inondations à Mongala. Crédit photo : Caritas Congo.

### La sécheresse : une double conséquence d'El Nino

Plusieurs territoires sont diversement impactés par les effets d'El Nino. Alors que certaines parties connaissent une pluviométrie nettement au-dessus de la normale saisonnière, d'autres comme la zone frontalière avec la République centrafricaine endurent la sécheresse. Les provinces du Haut-Katanga, Kasaï, Kasaï Central et Lualaba souffrent de la baisse de la production du maïs et de la réduction des importations de la Communauté des Etats de l'Afrique Australe (SADEC). La province du Haut-Lomami est la plus touchée avec plus de 150 000 personnes affectées par l'insécurité alimentaire. Les besoins vont augmenter jusqu'à septembre 2016 à la reprise de la saison culturale. Entre temps, la disponibilité des produits sur les marchés se fera rare et les prix augmenteront en conséquence.

En réponse, le Coordonnateur humanitaire a [alloué une enveloppe de première urgence](#) de deux millions de dollars américains pour faire face aux conséquences des inondations dans les provinces de l'Equateur, la Mongala et Tshopo. Cette enveloppe permettra de couvrir les besoins les plus prioritaires dans les secteurs de la santé, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement ainsi que des articles ménagers et abris. Un certain nombre d'activités sont déjà en cours dans plusieurs autres zones affectées qui sont parfois submergées par l'ampleur des besoins. En 2015, le Maniema avait également

reçu une enveloppe de 800,000 dollars pour faire face aux conséquences des inondations.

## Beni : les défis de la protection des civils

*« L'accès aux champs est limité, les gens doivent abandonner leur culture. Il y a aussi le vol des récoltes. On fait face à une grande vulnérabilité en raison de la destruction des moyens de subsistance. On voit des ménages qui sont obligés de vendre leurs biens pour survivre ».*

Assise sous une paillette, Masika (nom fictif) raconte pourquoi elle a fui son village Masulukwede, à environ 3 km à l'est de Mavivi, en septembre 2015. Elle se rappelle cette journée sombre où plusieurs paysans ont été tués par des hommes armés. Elle bénit le ciel car ce jour-là elle avait décidé de ne pas partir travailler dans les champs avec les autres membres de sa communauté. « Ça a créé la panique dans le village et c'est à ce moment-là que nous avons décidé de fuir », dit-elle. Depuis, elle vit à quelques kilomètres de son village d'origine avec son mari et ses cinq enfants âgés entre 18 mois et 7 ans.

### Une crise sécuritaire vieille de plusieurs années

*« On ne se sent jamais en pleine sécurité. Le soir très souvent on doit entrer dans la maison à 18h sans même avoir mangé. Je ne laisse pas les enfants aller jouer très loin, parce qu'une attaque peut arriver à tout moment. Il faut garder les enfants tout près pour pouvoir fuir rapidement. »* La peur qui ronge Masika est partagée par plusieurs déplacés. La crainte de nouvelles attaques est toujours présente et empêche les gens d'avoir une vie normale.

Depuis 2010, le nord de Beni vit dans un cycle perpétuel de violences. Selon des sources politiques et sécuritaires de la zone d'Oicha, entre juillet 2010 et décembre 2013 près de 1 000 civils auraient été enlevés et plus de 370 personnes tuées, majoritairement du nord de Beni. Ces exactions ont conduit, en janvier 2014, au déclenchement de l'opération Sokola 1 contre le groupe présumé Allied Democratic Forces (ADF). Ce groupe armé opère dans la région depuis plusieurs années et serait à l'origine de nombreuses attaques à l'arme blanche qui ont fait plus de 500 victimes civiles entre octobre 2014 et octobre 2015, selon des sources locales.

### Une population hautement vulnérable

Masika et sa famille figurent parmi les quelque 132 000 personnes déplacées internes que compte le Territoire de Beni. La grande majorité de ces personnes déplacées se trouve sur l'axe Beni - Eringeti, dans la Zone de santé d'Oicha qui s'étend de Mavivi jusqu'au Nord de la cité d'Eringeti. Avec ses 355 000 habitants, la zone est la plus affectée par les conséquences des affrontements et incursions des groupes armés. La population fait face à d'importants problèmes de vulnérabilité : insécurité alimentaire, accès limité aux soins de santé et à l'éducation, problèmes de promiscuité.



*« Dans mon village, j'allais travailler aux champs et je faisais le travail de braise. J'ai tout laissé : le champ, mon travail. Ici on n'a pas toujours à manger, on ne sait pas où habiter. Les enfants ne vont plus à l'école par manque de moyens pour payer les frais de scolarité. La vie est incertaine ; on ne sait pas ce qui peut arriver demain. J'ai fait un petit jardin à côté de la maison de ma famille hôte et c'est tout. C'est difficile de vivre au quotidien. Nous avons reçu des bâches, pagnes et ustensiles mais c'est la faim qui menace au quotidien. Je n'ai pas accès aux champs, je ne peux pas me déplacer librement. Avant je pouvais aller travailler dans les champs de quelqu'un pour gagner un peu d'argent, mais je ne peux plus le faire. »*

**355 000**

Nombre estimé d'habitants dans la zone de santé d'Oicha

« Il n'y a plus rien dans mon village. Nous avons toujours notre champ, mais nous avons peur chaque fois que nous devons y retourner pour la

récolte. Nous nous exposons à chaque fois », raconte une déplacée. Alors que la survie d'environ 90% de la population du territoire dépend essentiellement de l'agriculture, plusieurs personnes déplacées peinent à joindre les deux bouts. « L'accès aux champs est limité, les gens doivent abandonner leur culture. Il y a aussi le vol des récoltes. On fait face à une grande vulnérabilité en raison de la destruction des moyens de subsistance. On voit des ménages qui sont obligés de vendre leurs biens pour survivre », explique Augustin Muyisa, assistant chef de projet pour l'ONG allemande Welthungerhilfe (WHH).

Outre l'assistance humanitaire qui se veut de courte durée, force est de constater que des solutions à long terme devront être envisagées pour ces personnes déplacées qui entretiennent très peu d'espoir de rentrer chez elles et reprendre leur vie d'avant. Des solutions durables qui permettront de diminuer la vulnérabilité des personnes tout en favorisant l'autonomisation des communautés.

## La technologie au service de la sécurité alimentaire

*Après Mugunga III, le projet mVAM sera mis en application dans d'autres régions de la province.*

"Au cours des sept derniers jours, combien de fois avez-vous mangé des protéines ? Céréales ? Si vous n'avez pas eu assez à manger, quelles stratégies avez-vous employé pour avoir à manger ? Avez-vous réduit les rations alimentaires des membres adultes de la famille ? Avez-vous diminué la fréquence de vos repas quotidiens ? "

Chaque mois, Mireille Hangi et Jean-Marie Kaseku, personnel du Programme alimentaire mondial (PAM), prennent leurs téléphones portables et appellent environ 300 personnes dans le site de déplacement de Mugunga III pour leur poser une série de questions permettant d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire.



Mireille Hangi en discussion avec une bénéficiaire du projet mVAM.  
Photo : PAM

Depuis 2014, le **Programme alimentaire mondiale** utilise des téléphones mobiles et des logiciels de reconnaissance vocale pour recueillir régulièrement des données sur la sécurité alimentaire, la consommation, les prix et les mécanismes d'adaptation des ménages. Le projet **mVAM** (Mobile Vulnerability Analysis and Mapping) a été mis à l'essai avec succès à Mugunga III, un site accueillant plus de 4 600

personnes déplacées internes (IDP) près de Goma. Ceci n'est que le début de la collecte de données mobiles en RDC puisque le PAM prévoit une extension à d'autres régions de la province au cours des prochains mois.

Le prochain **Sommet humanitaire mondial** examinera de près les nouvelles technologies aux services de l'assistance humanitaire. Les enseignements tirés de l'expérience mVAM à Mugunga III et dans les 14 autres pays où le PAM utilise cette

[Sommet humanitaire  
mondial](#)  
23-24 mai 2016  
Istanbul, Turquie

technologie seront partagés lors cette grande rencontre humanitaire qui aura lieu à Istanbul du 23 au 24 mai prochain. Mais ce qui semble déjà clair est que les nouvelles technologies permettent d'envisager de nouvelles façons de servir les populations dans le besoin. Et ce n'est que le début.

Un article sur le projet mVAM a été publié sur le blogue du Sommet humanitaire mondial. Pour le lire, suivez ce [lien](#).

## Atelier sur la coordination civilo-militaire humanitaire

Dans un contexte comme la RDC, où les acteurs humanitaires et la MONUSCO doivent



Différents exercices ont permis aux acteurs humanitaires, militaires et civils de la MONUSCO d'échanger sur la coordination Civilo-militaire humanitaire. OCHA/N. Berger

opérer dans un même environnement, le dialogue et l'interaction entre les parties sont indispensables pour assurer la préservation de l'espace humanitaire, tout en respectant les principes humanitaires. Ainsi, du 12 au 14 avril, une trentaine de personnes – représentants des ONG et des acteurs de la MONUSCO – ont assisté à un atelier sur la coordination civilo-militaire humanitaire (UN-CMCoord) à Goma. Organisé par OCHA, l'atelier avait pour but de familiariser les participants avec les principes généraux de la coordination civilo-militaire humanitaire et les « Directives nationales de coordination entre les acteurs humanitaires et la MONUSCO ».

## Sommet humanitaire mondial et personnes déplacées au menu du Cadre national de concertation humanitaire

A moins de deux mois de la tenue du Sommet humanitaire mondial, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo et la Communauté humanitaire en RDC ont tenu le 5 avril à Kinshasa la deuxième réunion du Cadre National de Concertation Humanitaire (CNCH). Ce forum, mis en place pour harmoniser les points de vue entre les deux parties sur l'action humanitaire, a fait le point sur la participation de la RDC au Sommet humanitaire mondial. Pour Dr Mamadou Diallo, Coordonnateur de l'action humanitaire en RDC, la RDC devrait être représentée à ce sommet en Turquie au plus haut niveau possible pour partager et faire profiter le monde de son expérience dans l'humanitaire. Le Cadre National de Concertation Humanitaire s'est également appesanti sur la problématique des déplacements dans l'est du pays où l'on compte quelque 1,8 millions de personnes déplacées internes.